

SociologieS

Actualité de la sociologie urbaine dans des pays francophones et non anglophones

Dossiers

Actualité de la sociologie urbaine dans des pays francophones et non anglophones

La sociologie urbaine francophone au Québec : discrète mais contagieuse?

Urban Sociology in French in Québec: Discreet but rampant?

ANNICK GERMAIN

Résumés

FrançaisEnglishEspañol

En partant d'une revue des travaux de sociologie urbaine publiés en français de 2005 à 2011, au Québec, cette synthèse explore la diversité des thématiques abordées, situe la discipline dans ses contextes institutionnels et surtout ses interfaces avec d'autres disciplines et professions. Le constat d'un rapport initial ambigu à la ville et d'une position au carrefour des traditions intellectuelles européennes et américaines n'en débouche pas moins sur de nouvelles manières de penser l'urbanité.

Based on a literature review of publications in French between 2005 and 2011, this synthesis explores broad range of topics, contextualizing the discipline in its institutional settings and its interfaces with other fields and professions. Starting from an ambiguous relationship with the city and at the crossroads of both European and American intellectual traditions, Québec urban sociology brings forth new ways of thinking about the urban.

La sociología urbana francófona en Quebec: ¿discreta pero contagiosa?

Partiendo de un recapitulativo de los trabajos de sociología urbana publicados en francés entre 2005 y 2011, esta síntesis explora la diversidad de las temáticas estudiadas, sitúa esta materia académica dentro de su contexto institucional y sobre todo su papel en tanto que bisagra entre otras disciplinas y profesiones. La constatación de una relación inicial ambigua con respecto a lo urbano y una situación de cruce de caminos entre las tradiciones

intelectuales europeas y americanas desemboca forzosamente en una nueva manera de concebir lo urbano.

Entrées d'index

Mots-clés : sociologie urbaine, Québec, études urbaines, villes, relations sociales

Keywords : urban sociology, Quebec, urban studies, cities, social relationships

Texte intégral

Introduction

1 Dans le champ des études urbaines et des disciplines et professions de l'aménagement comme dans celui de la sociologie universitaire, la sociologie urbaine québécoise occupe une place modeste, au moins formellement. Les terrains qui sont les siens sont aussi fréquentés par d'autres. Il faut dire que l'interdisciplinarité n'est pas un vain mot au Québec. En même temps, les recherches sociales sur la ville prolifèrent, les effets de quartier sont convoqués pour étudier la pauvreté mais aussi la santé, l'immigration, etc. et le développement durable déborde volontiers sur les dimensions sociales de la ville. Le vocabulaire sociologique est devenu incontournable dans les milieux de la décision politique : capital social, cohésion sociale, lien social, communauté, etc. La liste des objets urbains scrutés avec un regard sociologique ou de travail social s'allonge également. Bref on assiste à une certaine effervescence sur le plan empirique. Sur le plan théorique, c'est une autre histoire. Pendant que les urbanologues (soit les spécialistes de la ville sans étiquette disciplinaire) découvrent avec ravissement de grands classiques de la théorie sociologique, les sociologues font du recyclage ou préfèrent la proximité du terrain. Les politicologues, quant à eux, font le chemin inverse et profitent des constats sur le ré-échelonnement (*rescaling*) des politiques et sur les questionnements sur la gouvernance pour s'aventurer sur le terrain des politiques urbaines. Les géographes font leurs classes dans la cour des classiques de la sociologie pour conceptualiser de nouveaux objets de recherche et les anthropologues profitent des penchants de l'heure pour l'interactionnisme pour saisir leurs sujets dans leur urbanité, comme en témoigne la revue *Diversité urbaine*. La sociologie urbaine québécoise de langue française est néanmoins bien présente dans le domaine des études urbaines quand elle accepte de partager le travail avec des géographes, même si elle est aujourd'hui plus modeste dans les milieux de l'aménagement et fort discrète parmi les sociologues « patentés »¹.

2 Pour tenter d'y voir plus clair, on amorcera ce tour d'horizon de l'actualité² de la sociologie urbaine québécoise francophone par un petit détour historique, avant d'arpenter les terrains fréquentés, les méthodes inventées et les commandes reçues par les chercheurs en sociologie urbaine, qu'ils soient « patentés » ou pas.

Un rapport ambigu à la grande ville

- 3 La sociologie urbaine québécoise a été pendant longtemps le parent pauvre de la sociologie : les principaux départements de sociologie n'ont pas de titulaire affecté à ce secteur de la discipline, surtout dans le Montréal francophone, les compétences de sociologie urbaine sont mieux ancrées dans les écoles d'urbanisme ou dans un institut de recherche appliquée comme l'Institut national de la recherche scientifique. Elle ne fera pas non plus l'objet de commandites étatiques similaires à celles qui ont fait les beaux jours de la recherche urbaine critique en France dans les années 1970 (Germain, 1989). Mais surtout, le rapport à l'urbain reste longtemps, pour les chercheurs québécois, plutôt ambigu. Si le peu d'intérêt qu'il suscite est lié au fait que, comme le pensait Gérald Fortin, le Québec est déjà entièrement urbain (Fortin, 1971), on peut aussi penser qu'il reste associé à Montréal, ce territoire de l'Autre, alias la bourgeoisie canadienne-anglaise, dans une province caractérisée par une géographie singulièrement macrocéphale où la métropole accapare la moitié du PIB et de la démographie et où la scène politique se réduit à une administration municipale plus propice au clientélisme politique qu'aux débats sur les orientations de développement. Les premières études d'écologie sociale dans la tradition de l'École de Chicago seront faites à l'Université McGill (majoritairement anglophone). Rien donc qui ressemble à la synergie politico-administrative unissant en France, selon Henri Raymond, fonctionnaires et universitaires autour d'un même projet *Changer la ville, changer la vie* (Raymond, 1988). Par contre, éclot une tradition d'études des problèmes sociaux DANS la ville, encore bien vivace aujourd'hui, à laquelle contribuent aussi les recherches en travail social, comme en témoigne la revue *Nouvelles pratiques sociales*.

De la marginalité sociale à la créativité des jeunes

- 4 Parmi les problèmes sociaux dans la ville, l'itinérance et les « jeunes de la rue » mobilisent de nombreux chercheurs qui travaillent pour la plupart étroitement avec les intervenants. Les deux thèmes ont fait l'objet de plusieurs publications (Bellot, 2003 ; Laberge, 2000 ; Parazelli, 2002 ; Roy et Hurtubise, 2007). L'Université du Québec à Montréal ayant ses locaux dans la partie est du centre-ville où ces populations sont particulièrement présentes, est devenue un des pôles majeurs de la recherche sur ces formes de marginalité et sur le renouvellement des pratiques d'intervention (Parazelli & Colombo, 2006). Le questionnement sur les rapports à l'espace public y est central à la fois du fait des enjeux d'identité et de positionnement social pour ces populations (d'où l'emprunt à la psychologie de l'environnement de la notion d'espace transitionnel) mais aussi compte tenu des conflits d'appropriation suscités par l'engouement pour les espaces publics dans le sillage de la spectacularisation de la culture dont on parlera plus loin et du « retour à la ville » de diverses populations... non démunies. L'effervescence du marché immobilier dans les années 2000 et la revitalisation de plusieurs secteurs centraux amorcée à la fin des années 1990 ont en effet attisé de multiples

convoitises pour les espaces publics centraux, ce qui suscite des conflits d'appropriation et un renouvellement des politiques de sécurité dans les lieux publics (Morin, Parazelli & Benali, 2008).

- 5 Les politicologues et criminologues interrogent d'ailleurs de plus en plus la généralisation des discours sur la peur et l'insécurité tout en examinant les expériences urbaines de catégories ciblées comme les gangs de rue ou les pratiques de mobilité des jeunes à risque (voir les travaux du Laboratoire Ville et espace politique dirigé par Julie-Anne Boudreau).
- 6 Ces travaux vont aussi participer à l'essor de recherches qui par ailleurs interrogent le rapport des jeunes à la ville dans les espaces publics vécus comme autant de lieux d'expériences urbaines créatives et identitaires (Boudreault & Parazelli, 2004), ou lors de leurs parcours migratoires de la campagne à la ville (Molgat & Leblanc, 2004) notamment dans le cadre de l'Observatoire Jeunes et Société.

Le travail sur les indicateurs : de la défavorisation à la justice spatiale

- 7 La même proximité disciplinaire entre sociologie et travail social ou géographie vaut pour les recherches centrées sur la géographie de la pauvreté, particulièrement dans leur volet quantitatif.
- 8 Dans le sillage de l'écologie factorielle, s'est construite une solide tradition d'analyse quantitative et de construction d'instruments de mesure de la pauvreté et des inégalités dans l'espace urbain et plus largement d'indicateurs socio-territoriaux (Sénécal, 2007). Qu'il s'agisse de « déprivation relative », de défavorisation, ou de ségrégation, les travaux interrogent à la fois les concepts (Apparicio, Leloup & Rivet, 2007) et exploitent les ressources inégalées (mais pour combien de temps ? ³) du recensement effectué par Statistique Canada et de diverses banques de données, y compris au chapitre des données ethniques (Leloup, 2007), ici peu taboues puisque la plupart des institutions publiques en recueillent (Germain & Gravel, 2009) . Ces dernières années, aux analyses classiques de ségrégation socio-spatiale, de gentrification et d'effets de quartier sont venues s'ajouter des études d'inspiration américaine de santé publique (Pampalon, 2007) qui interpellent des phénomènes de territorialisation particuliers des inégalités comme les *Food deserts* (Apparicio, Cloutier & Shearmur, 2007) ou les *îlots de chaleur* ⁴. Le raffinement des outils de mesure ou d'analyse géoréférencée (GIS) débouche sur des problématiques de plus en plus populaires énoncées en termes de justice socio-spatiale. Même les philosophes viennent de découvrir que la ville est un beau territoire où ancrer de nouvelles réflexions sur la justice et l'espace.
- 9 Ces recherches disposent souvent de financements non négligeables car elles alimentent directement de nombreux secteurs des politiques sociales. Mais on observe une tendance des administrations publiques à se doter de leurs propres observatoires et outils de mesure alors qu'auparavant ils les confiaient aux universitaires.
- 10 Dans un tout autre domaine, ces mêmes outils permettent aussi d'inventorier les conflits urbains, à la jonction entre la sociologie et la géographie : à partir d'un

inventaire de la presse écrite, les chercheurs du Centre de recherche en aménagement et en développement de l'Université Laval ont constitué une banque de données géoréférencées couvrant près de 2000 conflits à Québec. Ils ont ainsi constaté, notamment, que les conflits étaient plus nombreux dans les secteurs anciens avec une forte présence commerciale, une population plus scolarisée aux horaires flexibles (Joerin *et al.*, 2005).

- 11 Aux confins de la géographie, de la sociologie et du travail social on trouve également un ensemble de travaux, cette fois animés par des courants théoriques axés sur le changement social et ses acteurs dans les métropoles d'aujourd'hui.

Des mouvements sociaux à l'action délibérative en passant par les groupes communautaires

- 12 À la différence des travaux mentionnés dans la section précédente, les recherches sur les pratiques d'intervention sur les enjeux sociaux urbains, de la contestation à la gestion, sont d'abord appuyées sur des problématiques théoriquement bien développées mais en évolution. Après quelques années de silence, les chercheurs travaillant sur les mouvements sociaux urbains tentent à nouveau de saisir les contours et les vecteurs de l'action collective, de ses revendications, de ses inscriptions institutionnelles (Guay *et al.*, 2005). Ces dernières leur donnent une coloration particulière. Le « modèle québécois » s'est en effet construit sur une forte imbrication État/société civile et se met en place dans les années 1970 et 1980, comme l'ont montré Pierre Hamel et Bernard Jouve (2006), en même temps que s'institutionnalise le mouvement communautaire (Germain, Morin & Sénécal, 2004). Quelques recherches explorent les nouveaux enjeux autour desquels se mobilisent les mouvements sociaux urbains (les questions d'environnement y deviennent centrales) ainsi que les échelles où se cristallise l'action collective. À ce sujet, l'action semble se passer ou bien dans l'espace urbain de proximité du *pas-dans-ma-cour* (Sénécal & Reyburn, 2006), ou alors dans l'espace des régions, l'espace métropolitain étant pour sa part fort peu interpellé même si la littérature sur la métropolisation laisse entrevoir la montée en puissance de cette échelle (Fontan *et al.*, 2006, 2009).

- 13 En fait, la tradition de l'analyse des mouvements sociaux se recentre de plus en plus sur la diversité des forums hybrides où se joue la démocratie urbaine contemporaine. Les politiques de consultation publique et les tables de concertation intersectorielles qui ont proliféré dans les quartiers sont scrutées à l'aide d'une variété de paradigmes allant du modèle délibératif de Jürgen Habermas à la transaction sociale de Jean Rémy et Maurice Blanc (Hamel, 2008 ; Sénécal, Cloutier & Herjean, 2008). Les réformes des structures municipales des années 2000 avec en amont les débats qu'elles ont suscités (Lemire *et al.*, 2005) et en aval les impacts qu'elles ont eus sur l'action publique et ses acteurs (Morin, 2003 ; Trépanier & Alain, 2008), continuent d'être scrutés attentivement car elles ont accéléré un virage néo-libéral déjà bien amorcé dans les paliers supérieurs de gouvernement (Boudreau *et al.*, 2006 ; Hamel, 2009). Les modes de gouvernance se font sans cesse plus complexes en faisant appel à divers acteurs tant issus du

secteur privé que de celui de la société civile, comme en témoigne le secteur de l'habitation.

Les politiques d'habitat à l'heure du néo-libéralisme : logement social et communautaire et mixité sociale

14 La sociologie québécoise a toujours fait de l'économie sociale un de ses objets de prédilection, tout comme elle a toujours disséqué attentivement les politiques d'habitation (Dansereau, 2005), les deux objets devenant d'ailleurs de plus en plus indissociables, comme en témoigne l'expression bien québécoise de logement social et communautaire (Bouchard & Hudon, 2008). Et les chercheurs sont eux aussi depuis longtemps en dialogue avec les acteurs de terrain. On pourrait même parler d'une tradition de réflexivité réunissant chercheurs universitaires, organismes communautaires et fonctionnaires, notamment autour des questions de logement social (Leloup & Germain, 2008) et d'opérations de mixité sociale (Germain, Rose & Twigge-Molecey, 2010). Cette tradition de réflexivité traverse l'élaboration des politiques, qui sont souvent « bricolées » à partir d'expériences particulières, parfois dans le sillage de luttes urbaines. De leur côté, les chercheurs ont développé des protocoles de recherche qui incluent d'emblée les bailleurs de fond et les intervenants dans les démarches d'enquête, voire à l'occasion qui accompagnent les intervenants dans leur retour sur l'action. La petite taille du milieu de la recherche et de celui des intervenants en matière d'habitation a certainement facilité au fil du temps un apprivoisement des uns et des autres qui permet ce genre de collaboration (qu'on ne retrouve pas cependant dans tous les secteurs de l'action sociale). Le fait que les organismes communautaires soient devenus des entrepreneurs de logement social et non plus seulement des groupes de pression ou des fournisseurs de services d'aide sociale et qu'ils se constituent ainsi en « tiers » au cœur d'instances de régulation locale a certainement aussi facilité l'instauration de ces traditions de conversation. Les pouvoirs publics dont les ressources ont fondu sont condamnés à travailler en partenariat : les programmes de revitalisation urbaine intégrée sont un bon exemple de la relation inversement proportionnelle entre les dollars investis et les énergies déployées au chapitre de la concertation. On est bien loin de la Politique de la ville. La recherche subventionnée, pour compenser le déclin des contrats, s'est elle aussi mise à l'heure des partenariats, notamment avec les alliances de recherche université/communautés. Il n'est donc plus facile de financer des recherches sans impacts directs sur les politiques.

Les mutations de l'habiter : quartier, banlieues, *new built* gentrification et solos

- 15 Les transformations de la ville continuent néanmoins à inspirer les chercheurs. Quatre thématiques ont particulièrement retenu l'attention ces dernières années dans l'analyse des transformations des modes d'habiter. Comme par le passé le quartier et les banlieues sont des terrains classiques où observer les changements en cours.
- 16 Le quartier est à la fois abordé sous l'angle du débat portant sur le déclin ou la renaissance du quartier comme espace social significatif et sous celui de ses vertus d'espace de proximité (Bourdin, Germain & Lefevre, 2005). Ainsi plusieurs montrent que les services de proximité reliés à l'économie sociale et solidaire ainsi que le logement social et communautaire ne sont pas sans effets sur le sentiment d'appartenance au quartier (Morin *et al.*, 2005; Morin & Rochefort, 2003).
- 17 Quant aux banlieues, elles font l'objet d'un important programme de recherche à l'Université Laval à Québec. Avec le vieillissement de la population, qu'advient-il de ces milieux occupés jadis par les jeunes familles ? L'étude des représentations occupe une place de choix dans ce programme (Fortin & Després, 2008). Rien d'équivalent pour la métropole montréalaise, si ce n'est dans une perspective démographique à nouveau sous l'angle du vieillissement (Gill, 2008) ou sous l'angle du (non)-étalement de l'immigration (Germain & Mitropolitska, 2008). On doit cependant aux chercheuses de Québec l'idée d'avoir revisité une grande enquête menée en 1978 pour interroger la genèse du redéploiement de l'intimité et de la sociabilité, l'engouement pour la vie en banlieue dans sa propre maison étant apparu fortement lié à la valorisation de l'intimité (Bédard & Fortin, 2004). Dans l'ensemble, les banlieues attirent peu l'attention des sociologues, parce qu'à la différence de la France, elles sont souvent « sans histoire », alors que l'étalement urbain obnubile les urbanistes et les géographes, que les politicologues se désolent de leur conservatisme. En fait, à quelques exceptions près (Langlois, 2007), les sociologues ont préféré s'intéresser aux classes populaires ou précaires plutôt qu'aux classes moyennes. Ces dernières se portent sans doute mieux qu'en France.
- 18 Quant aux nouvelles couches moyennes associées à la reconquête des centres anciens, elles n'ont pas fait l'objet d'analyses spécifiques à l'instar de celle de David Ley pour les métropoles canadiennes (Ley, 1996). Par ailleurs, les études placées à l'enseigne de la gentrification sont le théâtre d'un renouvellement de perspectives : marquées par les traditions anglo-saxonnes sur la *new built gentrification*, la recherche est ici aussi située au croisement de la géographie et de la sociologie. La question du patrimoine n'est plus un référentiel mobilisateur. Le centre est l'objet de nouvelles politiques de revitalisation qui passent notamment par une diversification des régimes de propriété (Rose, 2010) et des opérations de redéveloppement, souvent à l'enseigne de la mixité sociale (Germain & Rose, 2010). L'analyse porte alors sur les significations engagées tant par les acteurs publics et associatifs que par les habitants eux-mêmes à l'occasion de ces opérations.

19 Les perspectives sur les modes d'habiter n'en ont pas moins connu une certaine diversification, quant à la nature des problématiques discutées et des populations examinées, notamment en matière de pratiques intergénérationnelles dans l'habitat. Les résultats ne sont cependant pas encore publiés.

20 Enfin des recherches récentes ont permis d'attirer l'attention sur des couches sociales qui accaparent une part croissante du marché du logement, tout particulièrement dans les centres (Leloup, 2009) et qui n'avaient pas fait l'objet d'études particulières au Québec. Or les solos, soit les personnes qui habitent seules, ne correspondent pas nécessairement à ces personnes âgées et/ou isolées souvent décrites par les travailleurs sociaux. Bien plus, habiter seul devient peut-être un nouveau mode de vie. C'est du moins l'hypothèse posée dans l'ouvrage de Johanne Charbonneau, Annick Germain et Marc Molgat (2009). La contribution de l'analyse sociologique se fait ici spécifique et complémentaire aux regards portés par la psychologie ou l'urbanisme. Elle permet aussi d'exploiter les vertus heuristiques de l'analyse des trajectoires résidentielles pour comprendre ce phénomène de l'habiter en solo et de renouer avec l'analyse des modes de vie souvent laissée aux spécialistes du marketing et ainsi prendre la mesure de l'importance du rapport au quartier chez les solos.

L'ethnicité et ses territoires : des quartiers aux espaces publics en passant par les réseaux

21 L'importance croissante de l'immigration comme donnée démographique mais aussi comme enjeu social a suscité une littérature prolifique ces dernières années sur les nouveaux marqueurs ethniques du paysage urbain, des lieux de culte (Germain, Liégeois & Hoernig, 2007) aux artères commerciales (Radice, 2008) en plus de relancer les recherches sur la ségrégation résidentielle (Leloup, 2007), les banlieues de l'immigration (Charbonneau & Germain, 2002) et les quartiers d'intégration (Poirier, 2008). C'est que, loin de se dissoudre dans l'espace, on assiste à une réactivation territoriale de l'ethnicité même lorsque les communautés sont dispersées, ce qui est le cas des vagues migratoires récentes à Montréal. Mais plus fondamentalement, la sociologie urbaine est devenue une des expertises en demande dans le champ des études sur l'immigration et plus largement sur ce qu'on appelle au Canada l'inclusion de la diversité. Il ne s'agit pas seulement de saisir la situation des personnes issues de l'immigration dans les villes, mais aussi d'appréhender tant le rôle joué par le rapport à l'espace urbain dans la construction et la transformation des communautés dites ethniques (Preston, 2008) que les nouvelles dynamiques de cohabitation découlant des changements dans les flux migratoires et leur territorialisation. Certains thèmes nouveaux apparaissent. Le rôle des réseaux sociaux dans les parcours migratoires résidentiels (Garcia & Dansereau, 2010) est aussi décliné dans son volet virtuel (Mitropolitska, 2008). Le recours au concept de capital social fait l'objet de vives discussions (Germain, 2009 ; Rose & Séguin, 2006), celui de l'ambivalence comme principe de coexistence se prête bien à des analyses axées sur les espaces de la vie quotidienne (Leloup, 2008). Enfin, les villes se dotent de politiques de

gestion de la diversité extrêmement diversifiées, souvent sans grand rapport avec les orientations normatives des gouvernements (Gagnon & Jouve, 2009).

Les acteurs culturels

22 Le succès des thèses de Richard Florida sur la classe créative auprès des élites locales nord-américaines coïncide avec le retour du culturel dans les enjeux de développement urbain (Roy-Alex, 2010). Cent ans après le Mouvement City Beautiful, les villes misent sur la culture pour redynamiser leurs centres, se refaire une image. Les artisans de la culture (sous toutes ses formes et particulièrement celle du divertissement) s'organisent et se font entendre. Mais les sociologues ne sont pas en reste et déconstruisent cette vaste spectacularisation de la culture (Bélanger, 2005) et, ce faisant, retrouvent le chemin de la ville et du cosmopolitisme (Côté, 2005) et ce d'autant plus que le plus gros projet de l'administration municipale actuelle à Montréal est l'aménagement du Quartier des spectacles et de la Place des Festivals (Germain & Liégeois, 2010). La diversité culturelle se vend bien quand il s'agit de faire sa place dans la compétition entre métropoles. Du coup l'urbain est remis à l'agenda dans les départements de sociologie. Ainsi la revue *Sociologie et Sociétés* du département de sociologie de l'Université de Montréal produit en 2005 un numéro spécial intitulé *Le spectacle des villes* (Bélanger & Côté, 2005) où les urbanologues brillent par leur absence ; un numéro de l'année précédente portait sur les pratiques culturelles et les inégalités sociales, illustrant déjà le retour en force de la sociologie de la culture. On devrait assister dans les prochaines années à un renouvellement dans les regards sur la ville, logés à l'enseigne tant du néo-modernisme comme nouveau discours sur les formes urbaines que des enjeux symboliques sous-tendant de nouveaux rapports à l'espace public. Mais surtout, on pourrait assister à l'émergence de nouvelles manières de penser l'urbanité.

En guise de conclusion

23 De par sa localisation, la sociologie urbaine francophone au Québec est au carrefour des savoir-faire et des traditions intellectuelles européennes et américaines. Du côté des savoir-faire, on soulignera plus particulièrement l'importance de l'activité communautaire qui, au Québec, s'enracine nettement dans la tradition américaine d'une société civile active et engagée dans les affaires locales. Rien à voir donc avec le communautarisme à la française. Quant aux courants intellectuels qui traversent le Québec, ils apportent d'abord une forte expertise quantitative anglo-saxonne, relayée en partie par les géographes, tout comme ils drainent les visions post-modernes de l'urbain codifiées par l'École de Los Angeles. La revue *Urban Studies* cristallise aussi ces courants de pensée. Quant aux influences de l'Europe francophone, elles sont fortement liées aux trajectoires individuelles (et géographiques) des chercheurs québécois, souvent à l'extérieur de la région parisienne et notamment dans la patrie de Jean Remy. À l'intérieur du Canada, cette fois, les échanges sont d'abord mobilisés par des thématiques plus que par des disciplines : ainsi le réseau *Métropolis* soude-t-il

fortement les collaborations autour des questions d'immigration. Plusieurs centres et groupes de recherche sur les questions urbaines, tels que le *Greater Toronto Urban Observatory*, l'*Institute of Urban Studies* de Winnipeg ou le *Centre for Human Settlements* de Colombie-Britannique, sont des lieux importants dans la vie intellectuelle canadienne sur les questions urbaines. Les chercheurs québécois sont bien connectés à ces réseaux. Mais encore une fois, les sociologues n'y donnent pas le ton (en tant que sociologues), qu'ils soient francophones ou anglophones. Quant à ces derniers, leur spécificité tient d'abord à leurs objets et ceux-ci sont fortement inspirés par les réalités urbaines dans lesquelles ils évoluent. Ainsi à Winnipeg est-il difficile de passer à côté de la question des Autochtones, très présents dans le centre de la ville. Rien de bien différent en somme du côté de la sociologie urbaine francophone québécoise, marquée notamment par la prégnance de Montréal.

24 Après l'École de Chicago, celle de Los Angeles et celle de Miami, assisterait-on à la naissance de celle de Montréal, se demande le géographe Jean-Pierre Augustin qui suit depuis longtemps les travaux des chercheurs montréalais (Augustin, 2010) ? Si chaque « école » est identifiée à une ville paradigmatique, selon l'expression de Jan Nijman (2000) et à une manière particulière de penser l'urbain, quels en seront les traits spécifiques ? Voilà une bien belle question pour terminer un petit tour de l'actualité de la sociologie urbaine québécoise francophone !

Bibliographie

APPARICIO P., CLOUTIER M.-S. & R. SHEARMUR (2007), « The Case of Montréal's Missing Food deserts: Evaluation of Accessibility to Food Supermarkets », *International Journal of Health Geographics*, vol. 6, n° 4.

APPARICIO P., LELOUP X. & P. RIVET (2007), « La diversité montréalaise à l'épreuve de la ségrégation : pluralisme et insertion résidentielle des immigrants », *Journal of International Migration and Integration*, vol. 8, n° 1, Winter, pp. 63-87.
DOI : 10.1007/s12134-007-0004-1

AUGUSTIN J.-P. (dir.) (2010), *Villes québécoises et renouvellement urbain depuis la Révolution tranquille*, Bordeaux, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine.

BÉDARD M. & A. FORTIN (2004), « Intimité, mobilité et urbanité en 1978 et 2000 ». *Recherches Sociographiques*, vol. 45, n° 3, pp. 493-519.
DOI : 10.7202/011467ar

BÉLANGER A. (2005), « Montréal vernaculaire/Montréal spectaculaire : dialectique de l'imaginaire urbain », *Sociologie et Sociétés*, vol. 37, n° 1, pp. 13-34. En ligne : <http://id.erudit.org/iderudit/012274ar>.
DOI : 10.7202/012274ar

BÉLANGER A. & J.-F. CÔTÉ (2005), « Le spectacle des villes », *Sociologie et Sociétés*, vol. 37, n° 1, pp. 5-266.

BELLOT C. (2003), « Les jeunes de la rue : disparition ou retour des enjeux de classe ? », *Lien social et Politiques*, vol. 49, pp. 173-182.
DOI : 10.7202/007912ar

BOUCHARD M.-J. & M. HUDON (dir.) (2008), *Se Loger autrement au Québec. Le mouvement de l'habitat communautaire, un acteur du développement social et économique*, Québec, Éditions Saint-Martin.

- BOUDREAU J.-A., HAMEL P., JOUVE B. & R. KEIL (2006), « Comparing Metropolitan Governance: The Cases of Montreal and Toronto », *Progress in Planning*, vol. 66, pp. 7-59. DOI : 10.1016/j.progress.2006.07.005
- BOUDREAU P.W. & M. Parazelli (2004), *L'Imaginaire urbain et les jeunes. La ville comme espace d'expériences identitaires et créatrices*, Québec, Presses de l'Université du Québec.
- BOURDIN A., GERMAIN A. & M.-P. LEFEUVRE (2005), *La Proximité : construction politique et expérience sociale*, Paris, Éditions L'Harmattan.
- CHARBONNEAU J. & A. Germain (2002), « Les banlieues de l'immigration », *Recherches Sociographiques*, vol. 43, n° 2, pp. 311-328. DOI : 10.7202/000540ar
- CHARBONNEAU J., GERMAIN A & M. MOLGAT (2009), *Habiter seul, un nouveau mode de vie ?*, Québec, Presses de l'Université du Québec.
- CÔTÉ J.-F. (2005), « Le spectacle du monde », *Sociologie et Sociétés*, vol. 37, n° 1, pp. 231-260. En ligne : <http://id.erudit.org/iderudit/012285ar>. DOI : 10.7202/012285ar
- DANSEREAU F. (dir.) (2005), *Politiques et interventions en habitation. Analyse des tendances récentes en Amérique du Nord et en Europe*, Québec, Presses de l'Université Laval.
- FONTAN J.-M., HAMEL P., MORIN R. & E. SHRAGGE (2009), « Action collective et enjeux métropolitains : un rendez-vous manqué », dans SÉNÉCAL G. & L. BHERER (dir.), *La Métropolisation et ses territoires*, Québec, Presses de l'Université du Québec, pp. 125-144.
- FONTAN J.-M., HAMEL P., MORIN R. & E. SHRAGGE (2006), « Le développement local dans un contexte métropolitain », *Politique et Sociétés*, vol. 25, n° 1, pp. 99-127. En ligne: <http://id.erudit.org/iderudit/013517ar>. DOI : 10.7202/013517ar
- FORTIN A. & C. DESPRÉS (2008), « Le juste milieu : représentations de l'espace des résidents du périurbain de l'agglomération de Québec », *Cahiers de Géographie du Québec*, vol. 52, n° 146, pp. 153-174.
- FORTIN G. (1971), *La Fin d'un règne*, Montréal, Éditions du Groupe H.M.H.
- GAGNON A.-G. & B. JOUVE (dir.) (2009), *Facing Cultural Diversity. Cities under Stress*, Lyon, Presses universitaires de Lyon.
- GARCIA M. & F. DANSEREAU (2010), « Les trajectoires résidentielles des immigrants latino-américains à Montréal : une affaire d'identité et de réseaux », dans AUTHIER J.-Y., BONVALET C. & J.-P. LÉVY (DIR.), *Élire domicile. La construction sociale des choix résidentiels*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, pp. 333-354.
- GERMAIN A. (1989), « L'évolution des paradigmes de la sociologie urbaine : de la pré-sociologie à la sociologie du changement social, Le cas de la sociologie urbaine québécoise », dans REMY J. & L. VAN CAMPEHOUDT (dir.), *Le Mouvement et la forme*, Bruxelles, Faculté universitaire St-Louis, pp. 241-250.
- GERMAIN A. (2009), « De quelques débats sur l'intégration des immigrants au Québec et sur la diversité culturelle à la lumière d'un retour critique sur la notion de capital social », *Univers canadien*, vol. 1, n° 1, pp. 169-176.
- GERMAIN A. & S. GRAVEL (2009), « La métropole multiethnique : en parler ou pas ? Des données taboues aux données sensibles », dans SÉNÉCAL G. & L. BHERER (dir.), *La Métropolisation et ses territoires*, Québec, Presses de l'Université du Québec, pp. 237-252.
- GERMAIN A., LIÉGEOIS L. & H. HOERNIG (2007), « L'espace public à l'épreuve des religions : des paysages pluriels à négocier ? », dans DA CUNHA A. & L. MATTHEY (dir.), *La Ville et l'urbain : des savoirs émergents*, s.l., Presses polytechniques et universitaires romandes, pp. 321-340.
- GERMAIN A. & N. MITROPOLITSKA (2008), « Deux Montréal dans un ou le non étalement de l'immigration », dans JAUMAIN S. & N. LEMARCHAND (dir.), *Vivre en banlieue. Une comparaison France/Canada*, Bruxelles, Peter Lang Éditeur, pp. 79-94.
- GERMAIN A., MORIN R. & G. SÉNÉCAL (2004), « L'évolution du mouvement associatif montréalais : un retour au territoire programmé par l'État ? », *Lien social et Politiques*,

vol. 52, pp. 129-138.

DOI : 10.7202/010595ar

GERMAIN A. & D. ROSE (2010), « La mixité sociale programmée en milieu résidentiel à l'épreuve des discours critiques internationaux : le cas de Hochelaga à Montréal », *Lien social et Politiques*, n° 63, pp. 15-26. En ligne: <http://id.erudit.org/iderudit/044146ar>.

DOI : 10.7202/044146ar

GERMAIN A., ROSE D. & A. TWIGGE-MOLECEY (2010), « Mixité sociale ou inclusion sociale ? Bricolages montréalais pour un jeu à acteurs multiples », *Espaces et sociétés*, vol. 140-141, n° 1-2.

DOI : 10.3917/esp.140.0143

GILL D. (2008), « Modes de vie et modes d'habiter. La banlieue québécoise, un modèle de moins en moins adapté mais toujours en expansion », dans JAUMAIN S. & N. LEMARCHAND (dir.), *Vivre en banlieue. Une comparaison France/Canada*, Bruxelles, Peter Lang Éditeur, pp. 53-64.

GUAY L., HAMEL P., MASSON D & J.-G. VAILLANCOURT (dir.) (2005), *Mouvements sociaux et changements institutionnels. Aspects comparatifs*, Québec, Presses de l'Université du Québec.

HAMEL O. & B. JOUVE (2006), *Un Modèle québécois ? Gouvernance et participation dans la gestion publique*, Montréal: Presses de l'Université de Montréal.

HAMEL P. (2009), « Services centraux, services en trop : la dérive centrifuge des arrondissements de Montréal ». dans SÉNÉCAL G. & L. BHERER (dir.), *La Métropolisation et ses territoires*, Québec, Presses de l'Université du Québec, pp. 157-175.

HAMEL P. (2008), *Ville et débat public : agir en démocratie*, Québec, Presses de l'Université Laval.

JOERIN F., PELLETIER M., TRUELLE C. & P. VILLENEUVE (2005), « Analyse spatiale des conflits urbains », *Cahiers de Géographie du Québec*, vol. 49, n° 138, pp. 319-342. En ligne: <http://id.erudit.org/iderudit/012560ar>.

DOI : 10.7202/012560ar

LABERGE D. (dir.) (2000), *L'Errance urbaine*, Sainte-Foy, Éditions MultiMondes.

LANGLOIS S. (2007), « Sociologie de la ville de Québec », *Les Cahiers des dix*, n° 61, pp. 193-213. En ligne : <http://id.erudit.org/iderudit/039157ar>.

DOI : 10.7202/039157ar

LELOUP X. (2009), « La montée des jeunes solos en centre-ville ancien : ruptures et continuités dans les usages de la ville », dans CHARBONNEAU J., GERMAIN A. & M. MOLGAT (dir.), *Habiter seul : un nouveau mode de vie ?*, Québec, Presses de l'Université Laval, pp. 219-242.

LELOUP X. (2008), « L'individu dans les espaces pluriels : l'ambivalence généralisée comme principe de coexistence ? », dans LELOUP X. & M. RADICE (dir.), *Les Nouveaux territoires de l'ethnicité*, Québec, Presses de l'Université Laval, pp. 259-280.

LELOUP X. (2007), « Conditions de logement des ménages immigrants et dynamiques métropolitaines à Montréal : une analyse multiniveau exploratoire », *Cahiers québécois de démographie*, vol. 36, n° 1, pp. 5-48. En ligne: <http://id.erudit.org/iderudit/019489ar>.

DOI : 10.7202/019489ar

LELOUP X. & A. GERMAIN (2008), « L'action communautaire auprès des jeunes et de leurs familles dans cinq plans d'ensemble montréalais. Régulation sociale et construction du lien social », dans MORIN P. & E. BAILLARGEAU (dir.), *L'Habitation comme vecteur de lien social*, Québec, Presses de l'Université du Québec, pp. 155-195.

LEMIRE F., JUTEAU D., ARCAND S. & S. BILGE (2005), « Le débat sur la réforme municipale à Montréal. La place de la variable linguistique », *Recherches Sociographiques*, vol. 46, n° 1, pp. 67-96. En ligne : <http://id.erudit.org/iderudit/012090ar>.

DOI : 10.7202/012090ar

LEY D. (1996), *The New Middle Class and the Remaking of the Central City*, Oxford, Oxford University Press.

- MITROPOLITSKA N. (2008, « Les réseaux immigrants "virtuels" : de l'aspatial au territorial », dans LELOUP X. & M. RADICE (dir.), *Les Nouveaux territoires de l'ethnicité*, Québec, Presses de l'Université Laval, pp. 15-32.
- MOLGAT M. & P. LEBLANC (dir.) (2004), *La Migration des jeunes. Aux frontières de l'espace et du temps*, Québec, Presses de l'Université Laval.
- MORIN R. (2003), « Des pays dans la ville. Quartiers et arrondissements à Montréal », dans MORISSET L.K., DIEUDONNÉ P. & J.-F. SIMON (dir.), *Réinventer pays et paysages*, Brest: Université de Bretagne occidentale, pp. 23-38.
- MORIN R., BOUCHARD M.J., FROHN W., BODSON P. & N. CHICOINE (2005), « Le logement communautaire à Montréal : satisfaction résidentielle et insertion socio-spatiale », *Revue canadienne de recherche urbaine*, vol. 14, n° 2, pp 261-285.
- MORIN R., PARAZELLI M. & K. BENALI (2008), « Conflits d'appropriation d'espaces urbains centraux », *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 20, n° 2, pp. 142-157. En ligne : <http://id.erudit.org/iderudit/018453ar>.
DOI : 10.7202/018453ar
- MORIN R. & M. ROCHEFORT (2003), « L'apport des services de proximité à la construction d'une identité de quartier : analyse de services d'économie sociale et solidaire dans trois quartiers de Montréal », *Recherches Sociographiques*, vol. 44, n° 2, pp. 267-290.
DOI : 10.7202/007692ar
- NIJMAN J. (2000), « The Paradigmatic City », *Annals of the Association of American Geographers*, vol. 90, n° 1, pp. 135-145.
DOI : 10.1111/0004-5608.00189
- PAMPALON R. (2007), « Un indice de défavorisation matérielle et sociale pour l'étude des inégalités de santé au Québec », dans THOUÉZ P. & S. FLEURET (dir.), *Géographie de la santé. Un panorama*, Paris, Éditions Economica-Anthropos.
- PARAZELLI M. (2002), *La Rue attractive. Parcours et pratiques identitaires des jeunes de la rue*, Québec, Presses de l'Université du Québec.
- PARAZELLI M. & A. COLOMBO (2006), « Intervenir aux marges de la citoyenneté : une application du dispositif-Mendel auprès des jeunes de la rue à Montréal », *Nouvelles pratiques sociales*, vol. 18, n° 2, pp. 89-109.
- POIRIER C. (2008), « Peut-on encore parler de quartiers d'intégration ? Territoire et ethnicité à l'heure de la mobilité », dans LELOUP X. & M. RADICE (dir.), *Les Nouveaux territoires de l'ethnicité*, Québec, Presses de l'Université Laval, pp. 133-156.
- PRESTON V. (2008), « Le cadre bâti comme métaphore de l'inclusion des immigrants » dans LELOUP X. & M. RADICE (dir.), *Les Nouveaux territoires de l'ethnicité*, Québec, Presses de l'Université Laval, pp. 207-234.
- RADICE M. (2008), « Les rues commerçantes en contexte pluriethnique : entre le confort et la différence », dans LELOUP X. & M. RADICE (dir.), *Les Nouveaux territoires de l'ethnicité*, Québec, Presses de l'Université Laval, pp. 235-258.
- RAYMOND H. (1988, « Urbain, convivialité, culture », *Annales de la recherche urbaine*, vol. 37, pp. 3-8.
DOI : 10.3406/aru.1988.1342
- ROSE D. (2010), « Vivre seul et devenir propriétaire au centre de Montréal : au-delà de la trajectoire résidentielle normative ? », dans AUTHIER J.-Y., BONVALET C. & J.-P. LÉVY (dir.), *Élire domicile. La construction sociale des choix résidentiels*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, pp. 209-230.
- ROSE D. & A.-M. SÉGUIN (2006), « Les débats sur les effets de quartier : que nous apprennent les approches centrées sur les réseaux sociaux et le capital social ? », dans AUTHIER J.-Y., BACQUÉ M.-H. & F. GUÉRIN-PACE (dir.), *Le Quartier. Enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales*, Paris, Éditions La Découverte, pp. 217-228.
- ROY-ALEX M. (2010), « Arts, territoires et nouvelle économie : quelles perspectives ouvertes par la théorie du capital créatif ? », dans TREMBLAY D.-G. & R. TREMBLAY (dir.), *La Classe créative selon Florida. Un paradigme urbain plausible ?*, Québec, Presses universitaires du Québec, pp. 37-79.

ROY S. & R. HURTUBISE (2007), *L'itinérance en questions*, Québec, Presses de l'Université du Québec.

SÉNÉCAL G. (2007), *Les Indicateurs socioterritoriaux : perspectives et renouvellement*, Québec, Presses de l'Université Laval.

SÉNÉCAL G., CLOUTIER G. & P. HERJEAN (2008.), « Le quartier comme espace transactionnel : l'expérience des Tables de concertation de quartier à Montréal », *Cahiers de Géographie du Québec*, vol. 52, n° 146, pp. 191-214. En ligne : <http://www.scopus.com/inward/record.url?eid=2-s2.0-58249086597&partnerID=40&md5=12fc53bb6c4dfe8eaf91d3b9ff632b88>.

SÉNÉCAL G. & S. REYBURN (2006), « The NIMBY Syndrome and the Health of Communities », *Canadian Journal of Urban Research*, vol. 15, n° 2, pp. 245-264.

TRÉPANIÉ M.-O. & M. ALAIN (2008), « Planification territoriale, pratiques démocratiques et arrondissements dans la nouvelle Ville de Montréal », dans GAUTHIER M., GARIÉPY M. & M.-O. TRÉPANIÉ (dir.), *Renouveler l'aménagement et l'urbanisme. Planification territoriale, débat public et développement durable*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, pp. 221-246.

Notes

1 Expression québécoise désignant ce qui est reconnu comme tel (par exemple par un diplôme).

2 À quelques exceptions près, les références couvrent la littérature en français pour la période 2005-2011 et n'incluent pas les rapports de recherche. La liste est loin d'être exhaustive, elle a surtout valeur d'illustration.

3 Le gouvernement canadien a en effet annoncé au début de l'été 2010 qu'il mettait fin au recensement obligatoire en 2011. La nouvelle a fortement ébranlé les milieux de la recherche mais aussi des politiques compte tenu de la grande qualité (et quantité) des données recueillies tous les cinq ans par Statistique Canada sur des sujets fort variés.

4 Les déserts alimentaires sont des aires urbaines dans lesquelles les marchés d'alimentation (de qualité à prix abordable) ne sont pas accessibles à pied (de 600m à 1 km). Les îlots de chaleur urbaine sont définis en tenant compte de la différence de température entre les aires urbaines et les non-urbanisées. À l'intérieur des villes, on mesure l'écart de température (entre 5 et 12 degrés) entre les zones denses, à fort albédo (rapport de l'énergie solaire réfléchi par une surface), à faible taux de végétation et avec rejets atmosphériques chauds et celles moins denses et avec davantage de végétation.

Pour citer cet article

Référence électronique

Annick Germain, « La sociologie urbaine francophone au Québec : discrète mais contagieuse? », *SociologieS* [En ligne], Dossiers, Actualité de la sociologie urbaine dans des pays francophones et non anglophones, mis en ligne le 15 novembre 2012, consulté le 29 octobre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/sociologies/4174>

Auteur

Annick Germain

Professeure titulaire, Institut national de la recherche scientifique - Centre Urbanisation Culture Société (INRS-UCS), Montréal, QC., Canada. Avec la collaboration de Nathalie Boucher (étudiante au doctorat en Études Urbaines) - annick.germain@ucs.inrs.ca

Articles du même auteur

Publier en français... sans périr [Texte intégral]

Paru dans *SociologieS*, Débats, Pourquoi publier en langue française quand on est sociologue ?

Penser l'espace en sociologie [Texte intégral]

Introduction au Dossier

Paru dans *SociologieS*, Dossiers, Penser l'espace en sociologie

Droits d'auteur



Les contenus de la revue *SociologieS* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 France.